

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

GINETTE BOIVIN, adjointe administrative, [REDACTED]
[REDACTED]

Requérante

DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE GINETTE BOIVIN

Je, soussignée, Ginette Boivin, adjointe administrative, domiciliée au [REDACTED]
[REDACTED] affirme solennellement ce qui suit:

1. Je souscris la présente déclaration assermentée dans le cadre du mandat conféré à la Commission et déclare que les faits ci-après décrits sont vrais et se sont déroulés en tout temps pertinent aux travaux de la Commission;
2. Le 5 décembre 2014, j'ai reçu un Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « **Commission** »), m'informant qu'il est possible que les commissaires tirent les conclusions défavorables suivantes me concernant:
 - 1) *D'avoir pratiqué, à titre de responsable du financement au Parti Québécois, du financement sectoriel en sollicitant des firmes de génie et des entreprises en construction;*
 - 2) *D'avoir fermé les yeux à l'égard de la pratique impliquant le recours à des prête-noms par des entreprises ou des firmes de génie pour verser des contributions politiques au Parti Québécois;*
 - 3) *D'avoir entretenu, auprès des firmes de génie, l'idée qu'il existait un lien entre les contributions politiques et l'octroi des contrats, notamment en sollicitant France Michaud en échange de « la fin du purgatoire de Roche »;*
 - 4) *D'avoir utilisé sa position à la permanence du Parti Québécois afin d'aider certains contributeurs à entrer en contact avec des attachés politiques du Parti Québécois;*
 - 5) *D'avoir utilisé sa position à la permanence du Parti Québécois afin d'obtenir de l'information relative aux contrats à venir auprès des cabinets ministériels et de la transmettre à certains solliciteurs du Parti Québécois;*

(le « **Préavis** »)

3. Je désire par la présente déclaration assermentée répondre à la Commission quant à ces cinq (5) blâmes à mon égard;
4. Dans la présente déclaration assermentée, pour fins de compréhension, les expressions suivantes désignent :

Direction du Parti Québécois ou du parti : l'ensemble des personnes qui occupent en tout temps pertinent à la présente déclaration assermentée les fonctions de directeur général, de directeur de l'organisation, de directeur des communications et de directeur de l'administration et des finances;

Permanence du Parti Québécois : l'ensemble des employés qui travaillent au siège social du Parti Québécois en tout temps pertinent à la présente déclaration assermentée;

Parti au singulier : Le Parti Québécois

5. De 1996 à juin 2006, j'étais l'une des employées à temps plein de la Permanence du Parti Québécois, hiérarchiquement sous la direction du directeur général;
6. Mon emploi au sein du Parti Québécois était de nature subalterne et je n'exerçais comme tel aucune responsabilité dans le financement du Parti Québécois;
7. Je n'étais pas susceptible ou en situation d'exercer quelque influence politique que ce soit ni d'exercer quelque leadership que ce soit du fait de ce travail plutôt humble et sans envergure;
8. Je suis perçue par la Commission comme ayant exercé une fonction d'envergure que je n'ai jamais eue puisque mon travail consistait bien plus en celui d'une adjointe administrative qu'en celui d'un poste de « responsable » du financement du Parti Québécois;
9. Dans le cadre de mon emploi au sein du Parti, j'ai été responsable de l'organisation de certaines activités publiques de financement du Parti Québécois, soit deux cocktails publics de financement par année, un à Montréal et l'autre à Québec et une soirée croisière annuelle et à ce titre,
10. Voici en quoi consistait mon travail :
 - i) Chaque année, j'organisais un cocktail public de financement du Parti Québécois dans la ville de Montréal, au mois de mai;
 - ii) À cette fin, je voyais à la réservation de la salle, la coordination avec l'hôtel ou le traiteur pour la nourriture et le vin, le décor, le matériel technique pour les présentations, l'animation (le cas échéant), etc.;
 - iii) Chaque année, j'organisais un cocktail public de financement du Parti Québécois dans la ville de Québec, au mois d'octobre;

- iv) À cette fin, je voyais à la réservation de la salle, la coordination avec l'hôtel ou le traiteur pour la nourriture et le vin, le décor, le matériel technique pour les présentations, l'animation (le cas échéant), etc.;
 - v) J'organisais aussi une croisière annuelle publique, sur le fleuve Saint-Laurent près de la ville de Québec, au mois de juin;
 - vi) À cette fin, je voyais à la coordination avec la compagnie de croisière, leur traiteur pour la nourriture et le vin, le décor, l'animation (le cas échéant), le matériel technique pour les présentations, etc.;
 - vii) Ces cocktails et soirées croisière nécessitaient donc de nombreux mois de planification logistique puisque chacun des cocktails réunissait environ 750 personnes, et le souper croisières environ 300 personnes, dont plusieurs étaient des sympathisants du Parti, et certains des membres du Parti;
 - viii) De plus, je coordonnais le travail des employés de la Permanence qui venaient m'aider bénévolement lors de ces activités;
 - ix) Pour ma part, je communiquais avec des individus, dont la plupart étaient des sympathisants ou des membres du Parti, pour les intéresser à participer à l'une ou l'autre des trois activités publiques de financement que j'organisais;
 - x) Dans mes démarches auprès d'eux, je demandais à certains bénévoles, membres ou sympathisants du Parti, de m'aider à vendre ces billets;
 - xi) J'organisais parfois quelques autres cocktails thématiques de moindre envergure mais cela variait d'une année à l'autre;
 - xii) De plus je coordonnais diverses démarches entourant les visiteurs nationaux ou internationaux qui étaient invités lors des congrès nationaux;
 - xiii) Je participais également à l'organisation des congrès nationaux pour les membres du Parti, incluant la réservation des chambres d'hôtel pour les congressistes et autres encadrements pour ceux-ci;
11. Dans le cadre de mon travail, j'avais des rapports avec différents bénévoles impliqués dans la campagne de financement du Parti et ces personnes provenaient de tous les secteurs d'activités de la société québécoise, pas seulement des personnes provenant des firmes de génie ou des entreprises de construction;
12. Ainsi, **quant au blâme no 1**, je n'ai jamais été « *responsable* » du financement au Parti Québécois; j'étais une employée subalterne du Parti Québécois, hiérarchiquement sous la direction du directeur général, et j'étais affectée principalement à l'organisation des activités publiques de financement plus haut décrites;
13. Toutes les activités que j'organisais pour mon employeur étaient ouvertes au public le plus large possible; beaucoup de membres du Parti Québécois y assistaient; un discours partisan y était prononcé par un orateur;

14. Toujours quant au blâme no 1, je n'ai jamais pratiqué du financement « *sectoriel* » en sollicitant des firmes de génie et des entreprises en construction; j'étais en relation avec des personnes provenant de tous les secteurs d'activités de la société pour les fins de les intéresser à participer aux activités publiques plus haut décrites; ces personnes étaient soit des membres du Parti soit des sympathisants au Parti;
15. Je n'ai par ailleurs jamais eu connaissance, directement ou indirectement, d'un financement du Parti Québécois ciblé spécifiquement auprès de firmes de génie et d'entreprises de construction; je réitère que j'étais en relation avec des personnes provenant de tous les secteurs d'activités de la société pour les fins de les intéresser à participer aux activités publiques de financement plus haut décrites; ces personnes étaient des individus, dont plusieurs étaient des sympathisants au Parti et certains des membres du Parti;
16. Une proportion significative des personnes avec lesquelles j'étais en contact dans le cadre de mon travail partageait ma conviction politique;
17. J'ai communiqué avec des membres et sympathisants du Parti pour les intéresser aux activités publiques de financement que j'organisais et pour voir avec eux s'ils étaient en mesure de m'aider à vendre des billets pour ces activités, et ce, je le répète, dans tous les secteurs d'activités de la société, tel que je l'ai souligné lors de mon témoignage devant la Commission (19 juin 2014, p. 294);
18. De plus, lors de mon témoignage devant la Commission, le « *financement sectoriel* » auquel j'ai référé, signifiait la sollicitation des professionnels provenant de tous les secteurs d'activités de la société, dont plusieurs étaient des sympathisants et certains des membres du Parti;
19. **Quant au blâme no 2**, non seulement n'ai-je jamais fermé les yeux à l'égard d'une pratique impliquant le recours à des prête-noms par des entreprises ou des firmes de génie pour verser des contributions politiques au Parti Québécois, mais au surplus, j'ai toujours été très claire avec les bénévoles qui travaillaient avec moi que la loi électorale devait être respectée et que les chèques ou dons devaient provenir d'individus, être effectués par chèque personnel et pour des montants n'excédant pas la limite prévue par la loi électorale, comme je l'ai mentionné lors de mon témoignage devant la Commission (19 juin 2014, p.335);
20. De fait, les démarches dans le cadre d'une campagne de financement ont toujours été effectuées auprès d'individus, dont plusieurs étaient des sympathisants du Parti Québécois, et certains des membres du Parti, et non auprès d'entreprises;
21. Toutefois, il est arrivé que certains des bénévoles qui travaillaient avec moi aient un point de contact avec des membres ou sympathisants dans leur milieu de travail au sein de certaines entreprises, mais là encore, il était clair pour eux et pour moi que les démarches effectuées dans le cadre de la campagne de financement du Parti visaient les membres et sympathisants du Parti, et non pas les entreprises;
22. Pour leur part, ces bénévoles œuvraient tant au sein de firmes de génie ou d'entreprises de construction que dans d'autres secteurs d'activités de la société;

23. Personne, y compris aucun des individus, dont plusieurs étaient des sympathisants du Parti, et certains des membres du Parti, avec lesquels j'ai travaillé et qui provenaient de l'industrie de la construction, ne m'a informé ou donné quelconque indice de l'existence d'un stratagème de prête-noms ou d'un stratagème de remboursement des contributions politiques versées au Parti Québécois;
24. **Quant au blâme no 4**, lorsqu'il m'est arrivé de présenter des attachés politiques du Parti à des contributeurs, cela s'est fait lors d'événements publics de financement auxquels certains attachés politiques assistaient;
25. Cela dit, je n'ai jamais « *utilisé* » ma « *position* » à la Permanence du Parti Québécois afin d'aider certains contributeurs à avoir des contacts non-publics ou des contacts « *priviliés* » avec des attachés politiques du Parti Québécois; en fait, je n'avais pas de position au Parti Québécois mais j'y avais un emploi subalterne;
26. **Quant au blâme no 5**, je n'ai jamais « *utilisé* » ma « *position* » à la Permanence du Parti Québécois afin d'obtenir de l'information relative aux contrats ou projets à venir auprès des cabinets ministériels en vue de la transmettre à certains solliciteurs du Parti Québécois; en fait, je n'avais pas de position au Parti Québécois mais j'y avais un emploi subalterne;
27. En fait, dans le cadre de mon travail, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des citoyens qui m'appelaient ou qui me rencontraient afin d'obtenir certaines informations générales et publiques;
28. Dans ces rares cas, si je ne connaissais pas déjà l'information demandée, je communiquais avec les attachés politiques en place ou avec mon directeur général;
29. Parmi les personnes avec qui j'ai communiqué durant la période visée par les travaux de la Commission, je me souviens de M. Pierre Boileau;
30. Je réitère toutefois qu'en tout temps, cette information était de nature générale et publique;
31. Je n'ai jamais utilisé mon emploi à la Permanence du Parti Québécois afin d'obtenir de l'information non publique ou confidentielle relativement aux contrats ou projets à venir auprès des cabinets ministériels;
32. En fait, mon emploi au sein du Parti ne me permettait tout simplement pas d'avoir accès à de l'information qui n'était pas du domaine public;
33. Comme je l'indiquais dans mon témoignage devant la Commission (19 juin 2014, p.350-351), il est possible que dans le cadre des activités de financement que j'organisais, que j'aie présenté des gens à des attachés politiques, mais ces démarches se voulaient informelles, publiques et sociales, et non des contacts dans une optique professionnelle ou d'affaires;
34. Il s'agissait de présentation cordiale, publique et à volet social, faite lors des activités de financement plus haut décrites que j'organisais dans le cadre de mon travail;

35. Lors de ces activités, les contributeurs pouvaient, de toute façon, rencontrer par eux-mêmes les attachés politiques présents;
36. Il me semblait normal que les personnes présentes aux activités, dont plusieurs étaient des sympathisants du Parti, souhaitent rencontrer les attachés politiques qui se présentaient aux diverses activités de financement;
37. Ces présentations n'avaient par ailleurs aucun lien avec l'octroi de contrats publics;
38. **Quant au blâme no 3**, je n'ai jamais entretenu, auprès des firmes de génie, l'idée qu'il existait un lien entre les contributions politiques et l'octroi des contrats;
39. Quant au cas particulier soulevé par la Commission dans le blâme no 3 concernant France Michaud, je ne crois pas avoir jamais mentionné, à elle ou à quiconque, que si elle en faisait un peu plus, le « *purgatoire de Roche* » serait terminé; je ne m'exprime pas de cette manière;
40. En fait, je n'ai jamais entendu parler de l'existence d'un prétendu « *purgatoire de Roche* », avant la question de la Commission lors de mon témoignage du 19 juin 2014. À mon avis, cette notion est une perception subjective, dont j'ignore complètement l'origine ou les détails;
41. De plus, puisque c'est madame Michaud qui m'a contactée pour m'offrir son aide comme bénévole, il est normal que je lui aie demandé de faire tout ce qu'elle pouvait;
42. Mes rapports avec France Michaud, qui ont commencé à son arrivée à Montréal en 2002, n'avaient aucunement pour but d'entretenir l'idée qu'il existait un lien entre les contributions politiques et l'octroi de contrats publics dans l'industrie de la construction;
43. Elle était plutôt une personne que j'appréciais et qui m'aidait bénévolement à rejoindre des sympathisants qui voulaient supporter financièrement le Parti; j'ai d'ailleurs continué d'avoir des contacts personnels avec Madame Michaud après mon départ du Parti Québécois en 2006;
44. Personne ne s'est jamais fait offrir par moi, implicitement ou explicitement, quelque passe-droit, privilège, faveur, avantage, contrat public ou information de nature confidentielle ou privilégiée. D'ailleurs, je n'ai jamais eu l'autorisation de quiconque au sein du Parti d'offrir quoi que ce soit à un donateur en échange d'une contribution politique;
45. Ce principe était très clair au Parti Québécois et au cabinet des premiers ministres et dans les faits, personne ne m'a fait de telles demandes ou même, fait allusion à la possibilité d'obtenir du cabinet quelque passe-droit, privilège, faveur, avantage, contrat public ou information de nature confidentielle ou privilégiée;
46. Au contraire, les Premiers ministres du gouvernement formé par le Parti exigeaient de nous le respect d'une éthique de travail élevée interdisant l'obtention pour quiconque de quelque passe-droit, privilège, faveur, avantage, contrat public ou information confidentielle ou privilégiée;
47. J'ai toujours respecté cette éthique de travail;

48. Jamais je n'ai eu, ni quiconque d'autre ne m'a demandé d'établir, des contacts privilégiés avec l'un ou l'autre des ministres du gouvernement du Parti Québécois, ni d'obtenir quelque privilège, passe-droit, faveur, avantage ou information de nature confidentielle ou privilégiée;
49. Quant à la question de l'octroi de contrats publics, je réitère que jamais je n'ai fait des démarches afin de promettre ou de faciliter l'octroi de contrats publics dans l'industrie de la construction, en relation avec le financement politique, et dans les faits, je n'étais pas en situation de le faire;
50. Je n'ai jamais même agi de façon à ce qu'il soit permis de croire, entretenu l'idée ou prétendu qu'il pouvait y avoir un lien possible entre les contributions politiques et l'octroi de contrats publics dans l'industrie de la construction ou plus généralement de projets publics dans l'industrie de la construction, tel que je l'ai mentionné lors de mon témoignage devant la Commission (19 juin 2014, p. 350);
51. J'ajoute qu'à mon avis, il était impossible pour moi, dans le cadre de l'emploi que j'avais, d'influencer de quelque façon que ce soit l'octroi de contrats publics;
52. En effet, l'octroi des contrats publics se faisait dans le cadre d'un processus légal dont je ne connaissais pas les rouages et sur lequel je n'avais aucune influence, ni directe ni indirecte;
53. En outre, non seulement mon emploi au sein du Parti ne me permettait pas d'avoir accès à des informations confidentielles ou privilégiées sur les contrats ou projets publics à venir, mais dans les faits, je n'ai jamais eu accès à de telles informations, ni obtenu de liste de projets publics à venir, ni de liste d'entreprises ayant obtenu ou pouvant obtenir des contrats publics;
54. Je n'ai par ailleurs jamais entendu parler qu'il existerait de telles listes, et encore moins de listes « noires » ou d'exclusions pour des entreprises dont les dirigeants n'auraient pas contribué au financement du Parti Québécois;
55. J'aimerais ajouter qu'en tout temps où j'ai occupé mon emploi au Parti Québécois, j'ai pu constater le respect par tous, de hauts standards d'intégrité et d'honnêteté, et ce, dans les diverses tâches accomplies, y compris dans le cadre du financement du Parti Québécois;
56. Tous les faits allégués dans cette déclaration assermentée sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :

[Signature]

Ginette Boivin

Affirmé solennellement devant moi,
à Montréal, ce 8^e jour de mai 2015

[Signature]
Commissaire à l'assermentation

